



Les directions des filiales du chemin de fer (SNCB, Infrabel et H-R Rail), appuyées par la «suédoise», se trompent de voie

Dans la droite ligne du néolibéralisme, les directions des filiales du chemin de fer (SNCB, Infrabel et H-R Rail), appuyées par la «suédoise» et la ministre de la mobilité, Jacqueline Galant, s'apprêtent à tailler dans le vif des «conquis» sociaux de ses salariés. Pour ce, elles n'ont pas hésité à passer en force, votant les résolutions à la majorité simple, alors que les syndicats, s'inspirant des normes internationales, réclament la majorité des deux tiers. A l'heure du chômage de masse, les dirigeants n'ont pas d'idée plus originale que d'*augmenter la productivité* des travailleurs de 20%, - en clair, faire plus avec 7.000 unités en moins - alors qu'il conviendrait pour notre avenir à tous de ne pas toucher à celle-ci et d'engager du personnel supplémentaire. Le régime de maladie sera aussi touché. Du côté des usagers, les nouvelles mesures gouvernementales signifient moins de sécurité, de ponctualité et d'offre, mais plus d'argent à dépenser pour voyager !

Par conséquent, les syndicats de la partie sur du pays viennent d'imposer une grève de deux jours. Rappelons qu'une grève n'est pas une partie de plaisir et qu'on y recourt quand le dialogue est bloqué par la mauvaise volonté de l'autre partie.

Cette nouvelle attaque contre le personnel de la SNCB n'est que la suite d'une longue série. En 1981, les cheminots étaient 68.000. Ils sont aujourd'hui 35.000 et le gouvernement et ses filiales veulent les réduire à moins de 30.000. De «plan d'économie», en «plan de la dernière chance», le rail belge a été démantelé par les différents gouvernements. Et cela continue donc: entre 2015 et 2019, la SNCB devrait économiser 3milliards d'€.

Le rapport de force est hélas défavorable aux salariés, qui ont face à eux le double rouleau compresseur de leur direction et du gouvernement. Mais ce n'est pas tout, ils ont aussi contre eux des usagers, auxquels les médias tendent leurs micros, surtout à ceux qui continuent de parler de «prise d'otages» (sic), victimes de leur courte vue et de la propagande du pouvoir. Ces manœuvres s'inscrivent dans la stratégie des droites au pouvoir, menées par la NV-A, qui ont décidé de s'attaquer aux syndicats, de les accuser de tous les maux alors que les représentants des travailleurs ne font que tenter de se défendre contre les mesures antisociales qui s'accumulent.

Notre défi est de retourner le mécontentement populaire vers la direction en continuant à dévoiler le dessous des cartes. Celle de l'opinion publique sera décisive. Les usagers savent-ils que la direction de la SNCB veut allonger le temps de travail et obliger à conduire un train pendant 10 heures, à travailler dans les cabines de signalisation pendant 12 heures. Ces cadences infernales stressent et fatiguent les cheminots et constituent dès lors un danger pour tous les usagers. Le ministre Jambon a déclaré que les cheminots mettaient la vie des usagers en danger. N'est-ce pas plutôt gouvernement qui par des mesures insensées met les usagers en danger? Il freine les investissements pour l'entretien des voies et pour la mise en place de systèmes modernes de sécurité, mise en œuvre décidée après les accidents de Pécrot et Buizingen. Alors qu'il faudrait maintenir un temps de récupération suffisant pour les conducteurs de train, le gouvernement le diminue. La sécurité des 224 millions de voyageurs annuels de la SNCB est clairement menacée.

Le mouvement politique des Objecteurs de Croissance s'oppose à toute modification par le bas du statut des travailleurs de la fonction publique (aujourd'hui ceux des chemins de fer) parce que tous ces travailleurs nous sont et nous seront utiles pour contrer quelque peu les effets des dérèglements climatiques. Comment nous déplacerons-nous quand les voitures individuelles ne seront plus accessibles vu le coût des hydrocarbures ou vu l'obligation de ne plus les utiliser pour maintenir le réchauffement climatique sous les 2°C? Après le volet social, c'est un autre volet décisif.

Préparons notre avenir plutôt que le faire sombrer.

Bernard Legros et Alain Adriaens, porte-paroles du mpOC - 04.265.66.29 et 0486.733 389